

Texte n° 96-136

DA du 3.06.96

Bureau : F/1

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Base d'imposition des logiciels importés

NOR : BUD D 96 00192 S

Références : — Texte n° 89-32 du 28.02.1989 - (BOD n° 5228 du 28.02.1989)
— Texte n° 85.127 du 02.07.1985 (BOD n° 4661 des 01 et 02.07.1986)

Les textes visés en référence définissent les règles d'évaluation en douane des logiciels importés.

La présente décision a pour objet d'actualiser et de regrouper l'ensemble des dispositions applicables en ce domaine. Elle remplace et abroge les deux instructions citées en référence.

1 - Définition des logiciels standards et spécifiques

Les logiciels standards sont des articles fabriqués en série qui peuvent être acquis par tous les clients et utilisés par ces derniers, après leur installation et une formation limitée, pour la réalisation des mêmes applications ou fonctions.

Ils sont constitués d'un ensemble cohérent de programmes et de matériels d'appui et comportent souvent des services d'installation, de formation et de maintenance. La plupart des logiciels pour micro-ordinateur, les logiciels pour ordinateur domestique et les logiciels de jeux appartiennent à cette catégorie. Tel est le cas également des logiciels standards adaptés, à l'initiative des fournisseurs, par incorporation d'un dispositif de sécurité ou de dispositifs analogues.

Les logiciels qui ne répondent pas à cette définition sont des logiciels spécifiques.

2 - Principes d'imposition

a. L'importation de logiciels standard constitue une importation de biens dont la base d'imposition est leur valeur totale (support et données) augmentée des droits et taxes acquittés en raison de cette importation et des frais accessoires intervenant jusqu'au premier lieu de destination.

b. Lorsque les logiciels spécifiques sont importés sur un support physique (bande magnétique, disque optique, disquette, ...), la valeur en douane est établie en ne retenant que le prix du support, à l'exclusion du coût des données, à condition que ces valeurs soient connues distinctement. Leur base d'imposition à la TVA est constituée par cette valeur augmentée des droits et taxes acquittés en raison de cette importation et des frais accessoires intervenant jusqu'au premier lieu de destination.

Par contre, la fourniture des données constitue une prestation des services imposable à la TVA en France en application des articles 259 B ou 259 C du code général des impôts, auprès des services fiscaux.

3. Cas particuliers

Lorsque les matériels importés ne correspondent pas exactement aux définitions données ci-dessus, ou lorsque leur acquisition est accompagnée de clauses particulières, leur imposition à l'importation est la suivante.

a. Sont imposés sur leur valeur totale :

- les supports informatiques comportant des données destinées à mettre à jour ou à adapter des logiciels standard ;
- les logiciels spécifiques importés lorsque les valeurs respectives du support et des données ne sont pas distinctement connues ;
- les circuits intégrés, semi-conducteurs et dispositifs similaires ou articles comportant de tels circuits ou dispositifs ;
- les supports informatiques comportant des enregistrements cinématographiques, photographiques, vidéo et du son.

b. Sont taxés sur la seule valeur du support :

- les supports informatiques comportant des données destinées à mettre à jour ou à adapter des logiciels spécifiques ;
- les logiciels importés par des entreprises en vue de leur revente ou de leur location et conçus ou adaptés pour répondre aux besoins spécifiques d'un client ;
- les supports importés par des entreprises ayant acquis des droits d'exploitation sur un logiciel standard et comportant les données nécessaires à cette exploitation (logiciels matrices). L'acquisition des droits d'exploitation constitue une prestation de service taxable auprès des services fiscaux ;
- les logiciels standards importés par une entreprise française à laquelle le fournisseur étranger a consenti une licence l'autorisant à accorder une sous-licence à ses clients moyennant le versement à la société étrangère de redevances calculées en fonction des recettes perçues. Les redevances constituant la contrepartie d'une cession de licence sont considérées comme des prestations de service taxables auprès des services fiscaux ;
- les logiciels importés dans le cadre de contrats de maintenance ou d'entretien de logiciels antérieurement importés. La maintenance est une prestation de service imposable auprès des services fiscaux ;
- les logiciels importés permettant contre redevances à leur détenteur de consulter un réseau d'information. Ces redevances sont taxables auprès des services fiscaux.